

*Questions orales**[Traduction]***LES PÊCHES**

**L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et des Océans, qui sait que les pêcheurs côtiers et les travailleurs d'usine de Terre-Neuve ont besoin sans tarder d'une aide financière.

Le ministre sait que la saison hivernale des pêches sur la côte sud-ouest de Terre-Neuve a été désastreuse, que les pêcheurs côtiers de la baie Fortune, de la baie de Placentia et de la péninsule de Port-au-Port ont essuyé un échec total et qu'il doit offrir un programme d'aide distinct aux gens de ces régions.

Va-t-il bientôt passer à l'action pour alléger les souffrances et les frustrations que ces gens doivent endurer ces jours-ci?

**L'hon. Bernard Valcourt (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, il est intéressant de noter que le Parti libéral, qui a été si longtemps au pouvoir dans notre pays avant 1984, n'a jamais réussi à mettre des programmes en place dans la région de l'Atlantique pour répondre aux besoins actuels des gens de Terre-Neuve et du Labrador.

Nous avons pris une série de mesures pour venir en aide à l'industrie de la pêche, dont un programme d'adaptation destiné aux travailleurs d'usine et aux équipages de chalutier. Nous avons également annoncé notre intention d'élaborer, en consultation avec les syndicats, les pêcheurs, les travailleurs, les provinces, les sociétés et le secteur de la pêche côtière, un programme devant répondre aux besoins futurs. Malheureusement, je ne peux changer le passé, mais des programmes sont actuellement en place.

Ma collègue, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration, a prévu divers programmes pour aider Terre-Neuve à surmonter ses difficultés. Nous devons envisager l'avenir non seulement à court terme mais aussi à long terme, et c'est ce que nous avons l'intention de faire.

**L'hon. Roger C. Simmons (Burin—Saint-Georges):** Monsieur le Président, le ministre est plutôt maladroit, en effet, dans sa reconstitution du passé. Le problème, à l'heure actuelle, c'est la surpêche que pratiquent les Français, les Espagnols et les Portugais et ce problème n'existait pas lorsque nous étions au pouvoir. Jusqu'en 1985, il n'y a pas eu le moindre cas de surpêche.

Je demande au ministre de cesser de faire de la politique avec cette question et de reconnaître que les pêcheurs et les travailleurs d'usine sont dans une situation pénible et qu'ils comptent sur lui pour remplir les promesses qu'il a faites peu après avoir été nommé à la tête du ministère.

Va-t-il tenir ses promesse et leur donner de quoi vivre au lieu de leur servir encore belles paroles sur propos creux?

**L'hon. Barbara McDougall (ministre de l'Emploi et de l'Immigration):** Monsieur le Président, nous avons travaillé très dur pour mettre au point ce programme à longue échéance qui va profiter grandement à toutes les régions de Terre-Neuve.

Je signale en outre que nous sommes parfaitement au fait du problème qui assaille tout particulièrement la région dont parle le député. Le programme et le projet de loi C-21 nous permettront de prendre des mesures pour aider vraiment les habitants de cette région. J'exhorte le député à collaborer avec le ministre pour mettre ces mesures au point de sorte que nous puissions les appliquer.

\* \* \*

**LE COMMERCE EXTÉRIEUR**

**M. Réginald Bélair (Cochrane—Supérieur):** Monsieur le Président, en l'absence du ministre du Commerce extérieur, j'adresserai ma question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures, lui qui a dit à la Chambre, il y a quelques jours, que le ministre du Commerce extérieur avait avisé les Américains le 18 mai, qu'il voulait renégocier le protocole d'entente concernant la surtaxe sur le bois d'oeuvre.

La prochaine rencontre est prévue pour le mois d'octobre. L'industrie du bois de sciage ne peut pas attendre tout ce temps. Le ministre prendra-t-il dès maintenant les mesures qui s'imposent pour que soit supprimée cette taxe injuste qui paralyse notre industrie du bois d'oeuvre?

**Le très hon. Joe Clark (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Monsieur le Président, le député se rend sans doute compte que c'est une situation fort complexe et que le gouvernement ne peut prendre dans cette affaire des mesures unilatérales qui auraient des répercussions internationales et interprovinciales.

J'ai précisé que nous avons avisé les États-Unis de notre intention. J'ai aussi déclaré l'autre jour que nous avons amorcé des discussions avec les provinces intéres-